



Commission  
Européenne

Numéro 50 | Octobre 2015

# ROSA news

Reseau Operationnel de Sécurité alimentaire et nutritionnelle, et agriculture durable



2015

Année européenne

pour le développement

La rubrique *Zoom* de ce Numéro 50 s'intéresse à la place de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable au sein des Objectifs de Développement Durable (ODD), adoptés lors de l'Assemblée Générale de l'ONU tenue fin Septembre à New York, Etats-Unis. L'article s'appuie sur l'interview de deux personnalités éminentes : Gerda Verburg, Présidente du Comité des Nations Unies de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) et Présidente du *Global Agenda Council* [Comité de Programmation Mondiale] du Programme Mondial sur la Sécurité Alimentaire du Forum Economique Mondial (FEM) ; ainsi que Stineke Oenema, co-Présidente du Groupe CONCORD pour la Sécurité Alimentaire en Europe (EFSG).

A l'occasion de la Journée Internationale de la Fille le 11 Octobre, l'article de la section *Actualités* se penche sur l'importance des femmes et des enjeux liés au sexe face aux problématiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable. Les *Dernières nouvelles de la Commission Européenne* couvrent les événements du *mois de la Sécurité Alimentaire* de l'Année

Européenne pour le Développement – Octobre –, et présentent notamment les nouvelles ressources lancées à cette occasion. Ce Numéro vous propose également une présentation des conférences et événements récents et à venir ainsi que des nouvelles ressources.

ROSA News est produit par le réseau ROSA de Capacity4dev. Pour recevoir cette newsletter, rejoignez le réseau ROSA en suivant le lien en bas de cette page. Depuis Juin 2015, ROSA est devenu le *réseau en ligne dédié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et au développement rural*.

Cette newsletter est produite par Sarah Cummings et Paolo Sarfatti de l'ISS-FANSSA (*Integrated Support Service-Food and Nutrition Security and Sustainable Agriculture*, courriel EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu). Vos commentaires sur le groupe ROSA sont les bienvenus sur Capacity4dev et vous pouvez également contacter l'équipe ISS-FANSSA par courriel.

Bonne lecture !

## DANS CE NUMERO

02

### Article Zoom

La sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable

10

### Actualités

Les femmes et l'égalité des sexes face à l'alimentation, la sécurité nutritionnelle et l'agriculture durable

14

### Dernières nouvelles de la commission

Octobre: Mois de la Sécurité Alimentaire

17

### Evénements recents & prochains

18

### Nouvelles ressources en ligne

19

### Ressources externes et blogs

Pour vous abonner à cette newsletter, inscrivez-vous sur Capacity4Dev et rejoignez le groupe ROSA sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable.

→ Découvrez le réseau ROSA

Coopération  
Internationale et  
Développement

# La sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable

DANS LES OBJECTIFS  
DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

Les Objectifs de Développement Durable (ODD), adoptés lors de l'Assemblée Générale de l'ONU de Septembre 2015 à New York, définissent dans une approche holistique un nouveau programme de développement pour la période 2016-2030. La sécurité alimentaire et nutritionnelle y figure en bonne place à travers l'objectif N°2 « Faim Zéro » qui lui est spécifiquement consacré : il affiche l'ambition de lutter contre la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. De portée beaucoup plus large que les OMD, les ODD fixent les horizons à atteindre pour une gestion plus durable des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Ils reflètent également le principe moral universel selon lequel chaque pays a un rôle à jouer dans la concrétisation de cette ambition, et ainsi concernent tant les pays développés que ceux en développement. La différence vient enfin d'une prise en compte plus juste de l'intégration des défis actuels à l'échelle mondiale. Les ODD sont orientés vers une transformation en profondeur en visant les causes premières de la pauvreté et les obstacles systémiques au développement durable.

Les ODD sont le fruit d'un processus multipartite mené sous la direction du Groupe de Travail Ouvert sur les Objectifs de Développement Durable (GTO), missionné pour la soumission d'une proposition au Secrétaire Général de l'ONU. Parallèlement, d'intenses consultations avec les parties prenantes au niveau national et mondial ainsi que de nombreux ateliers, déclarations et rapports d'entités de l'ONU et d'organisations non gouvernementales, groupes de réflexion et universitaires ont contribué à façonner le Programme.

Cet article, appuyé sur des entretiens avec Gerda Verburg et Stineke Oenema et reflétant leur opinion personnelle, analyse l'approche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable selon les ODD.



Evènement PAM-EFSG sur le Défi Faim Zéro Photo DPI-Li

## Le processus multipartite à l'origine des ODD

Au cours des deux années précédant l'adoption des ODD, le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) s'est employé à informer ses partenaires et mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation autour de ces Objectifs. Comme le fait remarquer Gerda Verburg, Présidente du Comité des Nations Unies de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) et Présidente du *Global Agenda Council* [Comité de Programmation Mondiale] du Programme Mondial sur la Sécurité Alimentaire du Forum Economique Mondial (FEM) :

*Avec le CSA, tout commence par une thématique, dont il découle un processus multipartite et une créativité rapidement débordante.*

Tout en s'appuyant sur un processus participatif et multipartite étayé par de nombreuses consultations, les négociations elles-mêmes autour des ODD

ont été menées par les Etats. Cependant, les représentants nationaux étaient ouverts aux conseils et contributions d'autres acteurs tels que le CSA et FEM. Gerda Verburg commente :

*Bien que les négociations finales aient été menées par les Gouvernements, une large porte était ouverte aux contributions d'autres acteurs, et je tire mon chapeau à cette approche.*

L'Agenda 2030 et le document de synthèse sur le Financement du Développement reconnaissent explicitement le CSA et ses orientations stratégiques et recommandations pour leur rôle clé et leur approche inclusive. Ces documents ont également apporté leur soutien aux influentes Directives Volontaires pour la Gestion Responsable des Terres, Pêcheries et Forêts dans le Contexte de la Sécurité Alimentaire Nationale, qui encouragent la sécurisation de la propriété foncière et un accès équitable aux ressources foncières, halieutiques et forestières comme moyen de lutte contre la faim et la pauvreté. Les

Principes d'Investissement Responsable dans l'Agriculture et les Systèmes Alimentaires, qui concernent tous types d'investissements – publics ou privés, modestes ou importants, agricoles ou agroalimentaires – ont été approuvés par le CSA le 15 Octobre 2014. Les Principes comme les Directives Volontaires sont cités par le Programme d'Action d'Addis Ababa adopté par la Troisième Conférence sur le Financement du Développement de Juillet 2015, – l'un des évènements internationaux phares du processus ayant permis l'adoption des ODD. Le travail accompli par le CSA y trouve ainsi une reconnaissance.

Gerda Verburg se félicite du processus de développement des ODD. D'une part, elle se dit convaincue par la démarche multipartite impliquant de nombreux partenaires avec le soutien du Secrétaire Général de l'ONU. D'autre part, elle considère que les ODD représentent une évolution positive des OMD grâce à l'inclusion explicite de l'agriculture durable, laissée de côté par ces derniers.

Enfin, des indicateurs clairs seront développés pour mesurer les avancées. Ce travail de développement sera confié au Groupe d'Expertise Transversale sur les Indicateurs ODD créé par la Commission Statistique de l'ONU et regroupant des Etats Membres et des agences régionales et internationales en qualité d'observateur. Gerda Verburg estime indispensable, pour parvenir à des résultats tangibles, d'appuyer le processus sur l'analyse de données de masse, qui devront être fiables, compatibles, publiques, transparentes et comparables.

### L'Europe et les ODD

Gerda Verburg comme Stineke Oenema reconnaissent le rôle de l'UE dans les négociations autour des ODD. Gerda Verburg affirme que l'Europe a créé la condition d'animation de processus multipartites et de mise en place de structures et de réseaux qui permettront de travailler avec le secteur privé. Elle attend des pays européens à la fois la poursuite de leur soutien aux économies en développement et une mise en œuvre active des ODD dans leurs propres pays, plutôt qu'une attitude centrée sur leur mise en œuvre par les économies émergentes et en développement. Selon

### Données de masse et données ouvertes

L'expression « données de masse » se réfère à des ensembles de données vastes, complexes et en évolution constante. Elle est fréquemment associée au concept de « données ouvertes » qui désigne des données publiques et accessibles susceptibles d'être utilisées par les individus, les entreprises et les organisations pour le lancement de nouvelles initiatives, l'analyse des comportements et tendances, la prise de décision et la résolution de problèmes complexes. Selon le Réseau Solutions pour un Développement Durable, créé par le Secrétaire Général de l'ONU, des indicateurs de suivi nationaux, régionaux, mondiaux et thématiques sont indispensables pour offrir un cadre complet, intégré et dynamique. Ces indicateurs devront s'appuyer sur une « révolution du traitement des données pour les ODD ». Tout en conservant leur importance, les statistiques officielles issues d'enquêtes et autres sources administratives devront être complétées par des sources non officielles et autres mesures de performance, y compris données d'entreprise, de sondages ou de géoréférencement.

Stineke Oenema, l'Europe commence à reconnaître que ses propres systèmes alimentaires peuvent avoir un impact sur ceux des pays en développement. Selon elle, l'UE a développé en 2010 un « **bon cadre pour sa politique de sécurité alimentaire** » ; un pas de plus doit maintenant être franchi pour reconnaître pleinement le fait que l'enjeu ne se cantonne pas aux pays en développement mais qu'au contraire la gestion du système alimentaire en Europe – consommation, commerce et production – a un impact important sur ces pays.

*Ce n'est pas simplement une question d'aide au développement, parce que nos habitudes de consommation et pratiques commerciales ont un impact massif sur les budgets et la production agricole du Sud.*

### Adoption des ODD aux niveaux régional et continental.

Les ODD rencontrent visiblement une adhésion croissante au niveau régional et continental, ce qui pourrait avoir l'effet de recentrer l'attention internationale sur la thématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable. En Janvier 2015, les Chefs d'Etat de l'Union Africaine ont adopté la **Position Africaine Commune (PAC)** sur le Programme de Développement



Le Président Uhuru Kenyatta Photo: ONU Femmes-Ryan Brown

*Le Programme de Développement pour l'après-2015 est intrinsèquement lié au Programme 2063, la vision pour l'Afrique d'ici cinquante ans. L'un ne peut être atteint sans l'autre. Une mise en œuvre réussie du Programme 2063 renforcerait les Objectifs de Développement Durable 2030.*

Dr Nkosazana Dlamini Zuma,  
Commission de l'Union Africaine

Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

2.1

D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante

2.2

D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées

2.3

D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles

2.4

D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols

2.5

D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale

2.5<sup>a</sup>

Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés

2.5<sup>b</sup>

Corriger et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha

2.5<sup>c</sup>

Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, y compris les réserves alimentaires, afin de contribuer à limiter l'extrême volatilité du prix des denrées alimentaires

pour l'Après 2015, qui reconnaît que l'Afrique ne pourra pas atteindre les OMD d'ici fin 2015. Au terme d'un processus de consultation de deux ans, la PAC présente les priorités de l'Afrique pour la période post-2015 à travers sept piliers : Durabilité environnementale ; Gestion des ressources naturelles et des risques liés aux catastrophes naturelles ; Finance et Partenariats ; Développement à échelle humaine ; Paix et Sécurité ; Sciences, technologie et innovation ; Transformation économique structurelle et croissance inclusive. Sous cette dernière thématique, la PAC souligne les engagements liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la croissance verte, les infrastructures et les technologies de l'information et la communication. Dans un article récent, la Directrice Exécutive de l'*Africa Progress Panel* [Conseil pour les Progrès de l'Afrique], Caroline Kende-Robb, affirme que « les ODD ne pourront réussir que s'ils réussissent en Afrique » et défend l'idée que la crise énergétique actuelle et l'état de la production agricole ouvrent des opportunités exceptionnelles pour le développement de ce continent.

Selon la Commission Economique de l'ONU pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEALC), l'importance accordée à l'agriculture durable au sein des ODD, et en particulier l'établissement d'un lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, offre l'opportunité aux pays

des Caraïbes de développer et renforcer leur agriculture. La Commission affirme que le déploiement du potentiel complet et transversal de l'agriculture représente un défi de taille dans une région où ce secteur peut être considéré comme négligé. L'évolution de la structure de la production et des échanges des Caraïbes s'est concentrée sur les services aux dépens de l'agriculture, en négligeant le secteur agro-alimentaire. Le développement de cette industrie devrait permettre de créer des liens en amont et en aval et de faciliter l'accès aux marchés, au financement et à l'assistance technique des petits producteurs, favorisant ainsi leur intégration à des chaînes de valeur modernes et efficaces. L'agriculture s'est également révélée plus résiliente que des secteurs tels que le tourisme face au ralentissement économique mondial. Enfin, l'agriculture reste un domaine privilégié pour un engagement économique visant à réduire les disparités entre les sexes tout en soutenant le niveau de vie des populations des Caraïbes.

### Questions en suspens

L'évolution de paradigme incarnée par les ODD offre aux décideurs politiques l'opportunité d'adopter une orientation plus axée sur l'agriculture durable, avec les objectifs communs de diversifier les sources de revenus et d'emploi de leurs économies afin d'améliorer la sécurité

alimentaire et les apports nutritionnels des ménages. Tout en remportant un succès croissant au niveau national et régional, les ODD font face à certaines critiques. Stineke Oenema doute de la possibilité d'atteindre de tels objectifs qui « représentent une liste longue et disparate sans priorités établies ».

*Dans l'ensemble, la société civile a été déçue des engagements financiers pris lors de la Troisième Conférence sur le Financement du Développement, et reproche aux ODD leur manque d'ambition au sujet de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le programme étant principalement transversal. En outre, on ne trouve presque aucune référence aux Droits de l'Homme, et la mise en place et déploiement de politiques sont peu mis en valeur».*

Stineke Oenema doute également de l'engagement des pays développés en faveur des ODD. Pour nombre d'entre eux, tels que les Pays-Bas, la négociation des ODD a été conduite par le Ministre des Affaires Etrangères tandis que leur mise en œuvre sera du ressort d'autres Ministères. Ainsi, c'est le Ministère des Affaires Economiques qui est chargé de fixer les orientations agricoles du pays. L'agriculture et le commerce en Europe n'étant toujours pas pleinement cohérents avec le programme de développement, il



Le Pape François s'adressant à l'Assemblée Générale  
Photo: ONU Photo



une intégration effective et plus large de la nutrition :

*Il est évident que tous deux [les documents] joueront un rôle dans l'intégration de la nutrition au niveau national. Il faut laisser une marge de manœuvre au travail de niveau national et comprendre que les écrits ne suffisent pas à résoudre tous les problèmes. C'est au terrain de faire ses preuves.*

### La suite

Dans l'ensemble, les Objectifs semblent recevoir un accueil optimiste. Stineke Oenema voit dans les ODD une

#### Global Agenda Council [Comité de Programmation Mondiale] du Programme Mondial sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Le *Global Agenda Council* [Comité de Programmation Mondiale] du Programme Mondial sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du Forum Economique Mondial met son leadership et son expertise au service de la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Son action est principalement orientée sur la nutrition, la durabilité environnementale, l'investissement responsable, la productivité agricole, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'interconnexion des problématiques d'alimentation/d'eau/d'énergie et de nutrition/santé/agriculture et l'effet de levier d'une collaboration public-privé. Citons parmi ses deux principales initiatives :

- GrowAfrica : une plateforme multipartite visant à accélérer l'investissement privé dans 12 pays partenaires du PDDAA →
- Nouvelle Vision sur l'Agriculture →

#### Le rôle de l'UE

*L'UE a été dès le départ l'un des moteurs du processus pour l'après-2015 et nous sommes prêts à mettre pleinement en œuvre le nouveau Programme, ainsi qu'à assister d'autres Etats sur cette voie. Le réengagement collectif récent de l'UE de porter l'aide au développement à 0.7 % du PIB dans le délai du Programme 2030 est une démonstration claire de notre engagement pour soutenir les pays partenaires à mettre en œuvre les ODD.* Neven Mimica, Commissaire Européen à la Coopération Internationale et au Développement, 25 Septembre 2015

immense opportunité et une avancée par rapport aux OMD grâce à l'accent mis sur les pays en développement et la reconnaissance du rôle important qu'ils ont à jouer, la vocation plus globale des ODD et l'intégration d'un programme de durabilité environnementale. Gerda Verburg espère voir les ODD orienter l'agenda politique dans de nombreux pays, qui reconnaîtraient ainsi l'importance de l'objectif « Faim Zéro » et de l'agriculture durable. Elle estime que le principal défi sera celui de la mise en œuvre au niveau national et encourage les Etats à prendre la tête de ce processus.

En particulier, elle appelle de ses vœux un mouvement d'« émulation positive » et voudrait, plutôt que de montrer du doigt, se concentrer sur la mise en valeur d'exemples probants pouvant être une source d'inspiration pour inciter les Etats à rechercher, au-delà de l'effet vitrine, l'obtention de résultats durables. Dans cette perspective, elle signale que la Colombie – qui partageait initialement la position du Venezuela en faveur d'ODD universels – a entrepris d'intégrer les ODD à son cadre juridique. Elle applaudit également l'engagement du Rwanda qui s'est fixé l'objectif d'une autosuffisance agricole et alimentaire. Le CSA offre une plateforme à ce processus d'émulation en jouant ce rôle d'inspiration et d'encouragement.

#### Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA)

Le CSA est un organe intergouvernemental créé en 1974 en tant que forum de révision et de suivi des politiques de sécurité alimentaire. En 2009, il s'est imposé un processus de réforme afin de s'ouvrir aux voix d'autres parties prenantes du débat mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et ainsi évoluer vers une plateforme inclusive, internationale et intergouvernementale ouverte à tous les acteurs souhaitant coordonner leur action en faveur de l'universalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Mécanisme pour la Société Civile (MSC) du CSA est le plus important mécanisme de soutien aux organisations de la société civile (OSC) cherchant à peser sur les politiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles au niveau national, régional et mondial. Le MSC s'adresse à des centaines d'OSC sur tous les continents pour diffuser des informations sur les débats politiques mondiaux, promouvoir le dialogue et la consultation des émanations de la société civile, soutenir le plaidoyer régional et national et faciliter la participation d'OSC diverses au niveau mondial dans le cadre du CSA. →



### Sources ROSA

Biraj Patnaik et Stineke Oenema – The human right to nutrition security in the post-2015 development agenda – Juillet/Août 2015 →

Gerda Verburg – No more business as usual for food security and nutrition: our shared responsibility – Août 2015 →

Asma Lateef, Jennifer Thompson et Joanna Francis – Nutrition and the SDGs – Juillet 2015 →

Patrick Webb – Nutrition and the Sustainable Development Goals: an opportunity for real progress – Juillet/Août 2015 →

FAO – Post-2015 and the SDGs – Juillet 2015 →

### Autres sources

Neven Mimica – Countdown to a historic moment for development – Septembre 2015 →

Food security in the Sustainable Development Goals: Where is the process heading? →

Terence Wood – Why the SDGs will break your heart – Septembre 2015 →

Stakeholder Forum for a Sustainable Future – Implications of the SDGs for developed countries – Mai 2015 →

Union Africaine – Position Africaine Commune sur le Programme de Développement pour l'après-2015 – Janvier 2015 →

Caroline Kende-Robb – The SDGs will only succeed if they can succeed in Africa – Septembre 2015 →

UN ECLAC – The Caribbean and the post-2015 sustainable development agenda – Juin 2015 →

Modern Ghana – AU Commission chairperson leads Delegation to 70<sup>th</sup> UN General Assembly in New York – Septembre 2015 →

The Guardian – Big data and open data: what's what and why does it matter? – Avril 2015 →

Sustainable Development Solutions Network – Abridged report. Indicators and a monitoring framework for the SDGs: launching a data revolution for the SDGs – Juin 2015 →



# Les femmes et l'égalité des sexes face à l'alimentation, la sécurité nutritionnelle et l'agriculture durable

Une agricultrice montrant sa plantation de noix de terre au responsable de programme, Malawi Photo : Bibliothèque DG DEVCO

En Octobre, la deuxième semaine du Mois de la Sécurité Alimentaire a été dédiée aux femmes et à l'égalité des sexes en référence au 11 Octobre, **Journée Internationale de la Fille**. L'attention internationale portée à la condition féminine a également été encouragée la mise en avant par les Objectifs de Développement Durable de cette question, à travers un objectif entièrement consacré à l'égalité des sexes et l'intégration de cibles sexospécifiques à d'autres objectifs.

## **Objectif 5: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

La position forte de l'UE dans le processus associé au Programme de Développement pour l'après-2015 a contribué à faire accepter l'égalité des sexes comme un élément central des ODD. Neven Mimica,

Commissaire Européenne, a indiqué lors d'une **rencontre avec des journalistes** en Mars 2015 :

*Parmi ces objectifs, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes doit être au premier plan. C'est ce à quoi l'UE, les Etats Membres et la Commission vont essentiellement se consacrer.*

## **Les femmes et le nouveau Programme de Développement**

Le rôle des femmes et l'égalité des sexes sont au premier plan des préoccupations du nouveau programme. Selon les termes du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon :

*Les Objectifs de Développement Durable récemment adoptés incluent à juste titre des cibles essentielles pour*

*l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Ils offrent l'opportunité d'un engagement mondial contre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, de la violence, de l'exclusion et de la discrimination, afin de concrétiser notre vision d'une vie digne pour tous.*

Au moment où la communauté internationale lance la mise en œuvre des ODD pour les quinze années à venir, la Journée Internationale reconnaît les avancées réalisées en faveur des jeunes filles. Sous le thème « Autonomisation des Adolescentes : Vision pour 2030 », la Journée Internationale insiste sur l'importance d'investir dans l'émancipation des jeunes filles et la reconnaissance de leurs droits.

La situation des femmes en milieu rural fait également l'objet d'une attention



Coopérative de producteurs de café de Mzuzu, Tanzanie. Photo : Ilona Gruenewald, Bibliothèque DG DEVCO

particulière de l'ONU, qui souligne leur rôle crucial dans les transformations économiques, environnementales et sociales indispensables à un développement durable, en particulier face au changement climatique.

Une récente étude publiée le 15 Octobre par la Banque Mondiale et d'autres agences mesure le coût économique des disparités entre les sexes en termes de productivité agricole dans trois pays Africains : le Malawi, la Tanzanie et l'Ouganda. Elle confirme les faits montrant

qu'une réduction de ces disparités se traduirait par un recul significatif de la pauvreté et une amélioration de la situation nutritionnelle. L'élimination des disparités entre les sexes et son impact sur la productivité agricole pourraient hisser hors de la pauvreté jusqu'à 238 000 personnes au Malawi, 80 000 en Tanzanie et 119 000 en Ouganda.

### Nouveau cadre européen

Faisant écho à l'importance de la question des sexes dans les ODD, l'UE a quant à elle

*Parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles apporterait une contribution cruciale à tous les Objectifs et cibles. Ni le développement de l'ensemble du potentiel humain, ni le développement durable ne sont envisageables si la moitié de l'humanité reste privée de ses droits et d'opportunités. Les femmes et les filles doivent profiter d'un accès équitable à une éducation de qualité, aux ressources économiques et à la participation politique, et bénéficier de possibilités d'emploi, de leadership et de prise de décision égales à celles des hommes et garçons à tous les niveaux.*

Les femmes et les ODD

lancé en Septembre 2015 son nouveau cadre d'action pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes : transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE (2016-2020). Ce cadre couvre les actions de l'UE dans les pays tiers, en particulier les pays en développement et pays du voisinage, y compris face aux situations de fragilité, de conflit et d'urgence. Sa mise en œuvre est de la responsabilité conjointe des services de la Commission et du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE). L'un de ses axes essentiel consiste à promouvoir la cohérence entre les différentes politiques internes de l'UE et son programme de développement. Il vise également à faire évoluer la culture institutionnelle vers une mise en œuvre plus effective des engagements relatifs aux femmes et à la parité. Son entrée en vigueur est prévue pour Janvier 2016.

Le nouveau cadre est organisé autour de trois piliers thématiques :

→ ROSA

Le projet *Agriculture and Nutrition Extension Project* (ANEP, Développement de l'Agriculture et de la Nutrition) au Népal vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables des zones urbaines et rurales. Il aide les fermiers à s'organiser en groupes liés à des centres de collecte et les a formé à des techniques innovantes pour produire en grande quantité des légumes de bonne qualité destinés à la vente. 60 % des personnes formées par l'ANEP sont des femmes.



Khadga Gurung,  
chef d'équipe  
de terrain ANEP



Femmes de la communauté Barbaig formées comme assistantes vétérinaires Photo : Sawiche Wamunza, Bibliothèque DG DEVCO

- Assurer l'intégrité physique et psychologique des filles et des femmes
- Promouvoir les droits sociaux-économiques et l'autonomisation des filles et des femmes
- Renforcer la voix et la participation des filles et des femmes

### Sécurité alimentaire et nutritionnelle et agriculture durable

Sous le pilier socio-économique, le cadre souligne que les salaires des femmes restent inférieurs à ceux des hommes et qu'elles ne bénéficient pas du même accès ou contrôle sur les ressources productives telles que la terre. L'accès des femmes à ces ressources, ainsi qu'aux services financiers, est nettement inférieur. Au Niger, seules 9 % des terres sont enregistrées au nom d'une femme ; en Albanie ce sont 93 % des terres agricoles

qui sont gérées par un homme. Des lois discriminatoires à l'encontre des femmes se retrouvent dans de nombreux pays et limitent leur participation à l'économie. Le rééquilibrage de l'accès des femmes aux ressources et de leur participation à l'économie est une question de justice sociale mais aussi un moyen de contribuer à une croissance économique plus forte et plus inclusive qui profite à l'ensemble de la société. Une étude de la FAO a estimé qu'un accès équitable des femmes et des hommes aux ressources productives augmenterait les rendements des exploitations agricoles de 20-30 % et ainsi la production agricole totale. Ce sont ainsi 100 à 150 millions de personnes environ qui échapperaient à la faim à l'échelle mondiale.

Sur la période 2007-2013, l'UE a consacré un montant d'environ 1 258 millions d'euros à des actions visant à promouvoir l'égalité des sexes et autonomiser les filles et les femmes. Les chiffres prévisionnels

de l'OCDE montrent qu'en 2013 39 % de l'aide publique au développement (APD) européenne considérait les problématiques d'égalité des sexes soit comme centrales soit comme importantes. Différentes actions ciblées seront financées sous le Cadre Financier Pluri-annuel 2014-2020 actuellement en vigueur, essentiellement à travers le programme thématique concernant les biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent relevant de l'Instrument de Coopération au Développement (ICD). Une dotation d'environ 100 millions d'euros sera consacrée à l'amélioration des conditions de vie de femmes et des filles.

### Objectifs

Il n'est pas demandé aux acteurs européens de rendre compte de tous les objectifs des trois priorités thématiques (intégrité physique et psychologique, droits économiques et sociaux, voix et participation), mais d'identifier des objectifs



Projet générateur de revenus en Abkhazie, Géorgie Photo : Maria Van Ruiten, Bibliothèque DG DEVCO

spécifiques sur lesquels leurs intervention doivent se concentrer. Les moyens d'y parvenir peuvent impliquer des actions spécifiquement axées sur les problématiques d'égalité des sexes ou passer par l'intégration de ces considérations à d'autres actions (à un niveau dépendant du type de programme). Les objectifs directement liés à la question alimentaire et nutritionnelle sont notamment :

- L'accès à une nutrition saine pour les filles et les femmes tout au long de leur vie
- Un accès équitable des femmes aux services financiers et ressources productives y compris la terre, le commerce et l'entrepreneuriat.

### Lignes directrices UE

L'UE développe actuellement une publication, *Tackling gender inequalities: how to integrate gender into EU food,*

*nutrition and agriculture programmes* [Combattre les inégalités liées au sexe : comment intégrer les enjeux d'égalité des sexes aux programmes alimentaires, nutritionnels et agricoles de l'UE] afin d'encourager les Etats Membres à systématiquement intégrer cette dimension à leurs programmes. Le document d'orientation explique l'importance d'une telle perspective pour les femmes, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable, tout en proposant des lignes directrices pour l'intégration de ces considérations aux documents d'action de l'UE. Deux annexes décrivent les outils pour y parvenir :

- Outils d'intégration des considérations d'égalité des sexes aux programmes
- Outils pour réaliser des suivis et évaluations différenciés par sexe

*J'ai la ferme conviction que notre nouvelle approche, au-delà des mots, amènera des actions et résultats concrets. Elle se traduira par des améliorations notables de la vie des femmes et des filles dans les pays tiers, où les progrès doivent être accélérés si nous espérons transformer notre monde et initier un développement réellement durable.*

Neven Mimica, Commissaire UE à la Coopération et au Développement International

### Sources

UE – Egalité de sexes et autonomisation des femmes : transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE (2016-2020) – Septembre 2015 →

UE – Fiche descriptive sur le nouveau cadre pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes – Septembre 2015 →

EU Story – Composting and collective agriculture empowers vulnerable farmers in Nepal – September 2015 →

Euractiv – Mimica: 'I will be the most vocal male feminist' – Mars 2015 →

IISD – UN Spotlights Role of Rural Women in Climate, SDGs – Octobre 2015 →

ONU – Journée Internationale de la Fille, 11 Octobre →

ONU Femmes/Banque Mondiale/PNUE/PNUD – The cost of the gender gap in agricultural productivity in Malawi, Tanzania, and Uganda – Octobre 2015 →

# Octobre: Mois de la *Sécurité Alimentaire*

Le mois d'Octobre est celui consacré à la Sécurité Alimentaire par l'Année Européenne pour le Développement. Il est marqué par la publication de vidéos, récits et études de cas ainsi que des événements en face à face. L'ensemble peut être suivi sur le réseau ROSA.

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation le 16 Octobre, le **Commissaire Mimica a publié un contenu sur un blog** soulignant le rôle des financements innovants pour accroître la production agricole et lutter contre la faim. Le même jour, l'article « **Voices and Views** » « **Addressing nutrition can drive development** » [Comment répondre aux enjeux nutritionnels soutient le développement], avec la collaboration de Jean-Pierre Halkin, chef de l'Unité DEVCO C1, a été publié sur Capacity4Dev.

Les vidéos publiées durant ce mois sont de courts films d'animation expliquant certains des principaux enjeux liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et notamment le rôle de l'UE. Elles peuvent être visionnées sur la chaîne YouTube de l'UE, **L'UE et le monde**. La vidéo **Actions de l'UE pour renforcer la sécurité alimentaire** montre au moyen d'infographies que la faim reste un défi dans de nombreux pays du monde. En deux minutes, elle présente les interventions de l'UE pour lutter contre la faim via l'investissement dans l'agriculture familiale, qui renforce la sécurité alimentaire, crée des emplois et combat la pauvreté. **Développer l'agriculture pour vaincre la faim** montre l'appui apporté par l'UE au secteur agricole de 60 pays afin d'encourager l'agriculture durable et la sécurité alimentaire/nutritionnelle, avec une dotation de plus de 8 milliards d'euros d'ici à 2020. **Sokhna Faye : productrice d'oignons au Sénégal** raconte l'histoire d'une cultivatrice sénégalaise. La vidéo **Chaque tasse de café que nous buvons peut profiter aux pays les moins développés** montre comment l'appui de l'UE à la production de café en Tanzanie permet d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs. **Lutter contre la sous-nutrition** explique comment l'UE s'est engagée auprès de pays partenaires à les aider à réduire de 7 millions le nombre d'enfants souffrant de sous-nutrition d'ici à 2025.



*Développer l'agriculture pour vaincre la faim*



*Lutter contre la sous-nutrition*



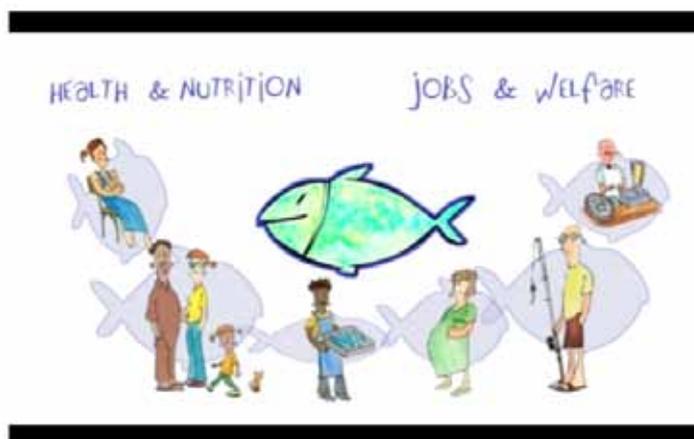
*Sokhna Faye : productrice d'oignons au Sénégal*

Tout au long du mois, des récits relatifs à la sécurité alimentaire sont disponibles sur le site de [l'Année Européenne du Développement](#) et de nouvelles études de cas ont été mises en ligne sur le [site EuropeAid](#). Ces récits et études de cas concernent des projets liés à la sécurité alimentaire dans le monde entier et ont été préparés par les Délégations Européennes. A titre d'exemple, l'histoire de la semaine pour la deuxième semaine d'Octobre s'intitule **SMARTFISH – Pour une pêche durable à Madagascar**.

Différentes conférences de midi ont aussi été organisées au [Point Info Externe sur la Coopération](#) à Bruxelles.

- 1 Oct Végétaux : réduire les pertes, nourrir davantage. Améliorations phytosanitaires au service de la sécurité alimentaire et de meilleures conditions de vie – CABI
- 13 Oct *Tout commence par les filles : inclure les filles face aux enjeux de nutrition, agriculture et sécurité alimentaire* 
- 16 Oct Etat de l'alimentation et de l'agriculture 2015 (FAO): Protection sociale et agriculture : rompre le cercle de la pauvreté rurale – FAO
- 19 Oct Lancement de l'Indice 2015 de la Faim dans le Monde, Conflits armés et le défi de la faim – Alliance 2015
- 20 Oct Etude sur le coût de la Faim en Afrique (COHA) : Perspectives actuelles et futures – Programme Alimentaire Mondial
- 22 Oct Risques nutritionnels des interventions agricoles – CIRAD
- 26 Oct Contamination de l'alimentation humaines et animale par les aflatoxines : le rôle des consortiums de recherche multipartites entre l'Afrique et l'Europe – Paepard

Par ailleurs, du 26 au 30 Octobre s'est déroulée [la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest](#) à l'Expo de Milan, organisée par l'OCDE-Club du Sahel et l'Union Européenne. La Semaine cherche à sensibiliser le public au thème de l'Exposition **Nourrir la Planète : Energie pour la Vie** depuis une perspective ouest-africaine. Elle a rassemblée des organisations régionales, représentants de Gouvernements d'Afrique de l'Ouest et de pays de l'OCDE et des experts au cours de plusieurs événements, y compris un Forum de deux jours où ont été discutés les impacts des transformations en cours sur la sécurité alimentaire et la résilience ; une session spéciale du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) et une rencontre du Groupe d'Experts Principaux de l'Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) – Sahel et Afrique de l'Ouest. La Semaine est organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et ses Membres et partenaires, sur invitation de l'UE.



*Pour une pêche durable à Madagascar*



## Programme d'Action Annuel

Le Programme d'Action Annuel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable, composante du programme thématique concernant les biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent, adopté au mois d'Août dernier, est maintenant publié. Il apporte une contribution de plus de 228 millions d'euros aux programmes suivants :

### Programme de Gouvernance Foncière

Ce Programme soutient la gestion responsable des terres en promouvant les **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale** (DVGRF). Ce programme répond sur une base nationale aux besoins de huit pays (Cameroun, Ghana, Guinée Bissau, Soudan, Ouganda, Pakistan, Brésil et Colombie). Un soutien sera également apporté à l'**International Land Coalition** en raison de l'importance de la société civile sur la gouvernance foncière et à l'**Initiative Land Matrix**, en reconnaissance du besoin d'informations et de données sur les questions foncières. Le suivi des progrès des projets nationaux et l'analyse des leçons de l'expérience pour la poursuite de la promotion des DVGRF seront assurés par le FAO.

### Chaînes de valeur inclusives et durables et Consolidation Alimentaire

Ce programme concerne 60 pays ayant choisi la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme priorité thématique dans le cadre de leur coopération avec l'UE, et connaissant un haut niveau de sous-nutrition. Il soutient le développement de chaînes de valeur inclusives basées sur l'agriculture, la consolidation des données et l'accès à une alimentation améliorée. Le programme sera mis en œuvre à travers un ensemble de modalités incluant assistance technique, appel à propositions et mixage prêts-dons.



*Programme de Gouvernance Foncière*

### Plateformes nationales d'information sur la nutrition (PNIN)

Ce programme destiné à différents pays partenaires établit actuellement des plateformes en Ethiopie, au Bangladesh, au Burundi, au Niger, au Kenya et au Laos. Il sera étendu à d'autres pays en fonction des ressources financières supplémentaires disponibles et de l'intérêt manifesté par les pays. Il vise à renforcer les capacités des pays partenaires à collecter et utiliser les données relatives à la nutrition, aux ressources et données transversales.

### Action Pour la Résilience (PRO-ACT-2015)

Ce Programme couvre des interventions en Afrique de l'Ouest, Syrie, Nigéria, Burundi, Gambie, Soudan, RPD de Corée et Cap Vert, afin de répondre aux crises alimentaires majeures et récurrents par le soutien d'actions structurantes et résilientes, et par le renforcement des capacités des institutions et des organisations privées pour répondre aux crises alimentaires. L'accent de ces actions est mis sur la mise en œuvre de solutions à longs termes. e programme sera mis en œuvre selon différentes modalités.



*Améliorer l'accès aux marchés des producteurs, Bhoutan Photo : Etienne Claeys, Bibliothèque DG DEVCO*



Réponses aux questions du public  
Photo : IFPRI/Xinyuan Shang

2 Septembre 2015

## Séminaire politique de l'IFPRI sur les ODD

Le séminaire *The road to New York: keeping the SDGs agenda in focus* [Sur la route de New York : le Programme des ODD en ligne de mire] s'est tenu le 2 Septembre. Parmi ses membres comptaient Shenggen Fan et Claudia Ringler de l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires*), Francisco Ferreira de la Banque Mondiale, Homi Kharas de l'Institution Brookings, et Andrew Steer du World Resources Institute (*Institut pour les Ressources Mondiales*). Au cours de discussions et débats sur la mise en œuvre des ODD, les participants ont soulevé des opportunités et enjeux transversaux tels que la responsabilisation, la mesure des résultats, l'engagement plurisectoriel, le financement et la coordination et cohérence générale. Le défi principal ne vient pas nécessairement du nombre des objectifs et cibles, mais de la question du financement. Le rôle des pays et des communautés sera essentiel pour leur mise en œuvre. → ROSA

→ ROSA



Lovin Kobusingye, Ferme Kati  
Photo : Briefing de Bruxelles du CTA

17 Septembre 2015

## Briefing de Bruxelles sur les femmes entrepreneurs – des acteurs clés dans le développement de l'agro-industrie ACP

Le 42e Briefing de Bruxelles a débattu des défis et opportunités pour le développement de l'entrepreneuriat féminin dans l'agroalimentaire dans les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique), en se penchant sur les réussites de femmes entrepreneurs et les leçons apprises, par la recherche et la pratique. Le Briefing visait à encourager le partage d'information sur les meilleures pratiques et les conditions de réussite, entre autre par la mise en perspective de différentes options politiques. Les femmes représentent indéniablement une proportion importante de la main d'œuvre agricole. L'agriculture et les chaînes de valeur agricoles sont d'importance égale en termes de source d'emploi pour les femmes. L'élimination des discriminations à l'embauche et au travail liées au genre pourrait accroître la compétitivité : dans une situation où plus de la moitié de la force de travail potentielle du pays ne contribue pas à la hauteur de ses possibilités, la compétitivité face à d'autres pays est mise à mal. Une approche sexospécifique de l'analyse et du développement des chaînes de valeur permet de prendre en compte l'accès aux activités productives de différents groupes et des individus, hommes et femmes ; la disparité des opportunités de progression au sein de la chaîne et la division par sexe des tâches. → ROSA



La Haute Représentante Frederica Magherini lors de l'Assemblée Générale de l'ONU  
Photo : SEAE

25-27 Septembre 2015

## Sommet des Nations Unies pour l'Adoption du Programme de Développement de l'Après-2015

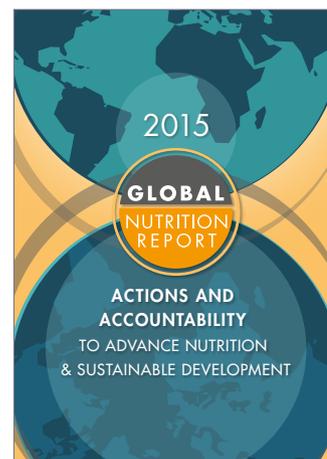
Le 25 Septembre, plus de 150 leaders mondiaux ont adopté un plan d'action mondial sur quinze ans pour éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et préserver l'environnement, connu sous le sigle ODD, à l'ouverture d'un sommet spécial de l'ONU. Le document **Transformer Notre Monde : Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030** comprenant 17 objectifs et 169 cibles entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> Janvier 2016 et remplacera les objectifs du millénaire pour le développement adoptés en l'an 2000. Les délégués ont également débattu de l'importance des partenariats pour répondre aux défis qui pourraient compromettre la réussite des ODD, du changement climatique au terrorisme. → ROSA

EVENEMENTS 

30 Novembre – 11 Décembre  
Conférence de l'ONU COP 21  
sur le changement climatique  
à Paris, France →

## Rapport Mondial sur la Nutrition 2015

Publié le 9 Septembre 2015, le rapport argue que l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes favorisera le développement durable, un point qui mériterait d'être davantage souligné dans le cadre des efforts de mise en œuvre et de suivi des ODD. Malgré les progrès indéniables de la lutte contre la malnutrition, les avancées restent lentes et inégales, et certaines formes de malnutrition comme le surpoids et l'obésité chez les adultes continuent de croître. Des actions concrètes de lutte contre la malnutrition accompagnées d'un financement adéquat, ne permettront pas d'atteindre les objectifs 2025 de l'Assemblée Mondiale pour la Santé ou l'objectif ODD d'éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. L'engagement et les financements dévolus à la nutrition doivent être revus significativement à la hausse. Un cercle vertueux d'amélioration de la nutrition et de développement durable pourrait être enclenché si les actions de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes sont intégrées à des secteurs de développement clé. La responsabilisation des parties prenantes doit également progresser pour profiter pleinement des effets de ce cercle vertueux. → ROSA



## Le temps du changement ? Commentaires sur la version préparatoire du Code Foncier du Tchad

Publié en Juillet 2015 par Tearfund et l'International Institute for Environment and Development (IIED, Institut International pour l'environnement et le développement), ce rapport (également disponible en Français) argue que le processus de rédaction d'un nouveau Code Foncier au Tchad est une avancée positive : un texte unifié pourrait promouvoir la cohérence interne et l'accessibilité des lois foncières. Il considère également que la version préparatoire renforce, dans une certaine mesure, la protection de certains droits coutumiers. Cependant, certains aspects fondamentaux du Code préparatoire reflètent des orientations politiques qui nécessiteraient une réflexion approfondie, y compris au vu des meilleures pratiques et recommandations internationales. Les auteurs considèrent qu'une réponse adaptée à ces enjeux nécessiterait une refonte profonde du texte et non un simple amendement de ses dispositions existantes. → ROSA

## Effets secondaires imprévus des allocations familiales au Lesotho

Publié en Septembre 2015, cet article traite du programme d'allocations familiales au Lesotho, projet conjoint de l'UE et du Gouvernement du Lesotho destiné à aider les orphelins. Une Etude d'Oxford Policy Management conclut que la quasi totalité des familles ayant reçu des allocations les ont bien dépensées dans l'intérêt de leurs enfants, avec des résultats positifs à l'aune de différents indicateurs : augmentation du pourcentage de garçons scolarisés au lieu d'assumer les tâches traditionnelles de berger et baisse de 15 % de la morbidité des enfants de moins de cinq ans. De façon surprenante, l'étude révèle aussi que ces allocations ont entraîné une diminution d'1,7 mois de la période de pénurie alimentaire sévère. → ROSA



## Une vidéo RPCA retrace une réussite au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Lancé à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation le 15 Octobre 2015 et financé par l'UE, cette vidéo de 21 minutes sur le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) détaille les principaux succès et défis rencontrés par l'organisation. En témoignant de la diversité des membres du RPCA et de leur engagement, le film cherche à faire connaître la réussite du réseau engagé depuis trente ans sur le front de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. → ROSA



## Nutrition et ODD

Une publication sur le blog ELDIS évalue les ODD à l'aune des enjeux de nutrition. Asma Lateef, Directrice du BREAD pour le *World Institute* (Institut Mondial) avec Jennifer Thompson et Joanna Francis de Concern, membres de l'ICAN (*International Coalition on Advocating Nutrition, Coalition Internationale de plaidoyer en faveur de la nutrition*) argumentent que l'objectif d' « éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes » de la version préparatoire finale des ODD reflète un changement de cap radical par rapport aux OMD. Les auteures considèrent que la communauté internationale comprend et réagit à l'évidence des coûts individuels et sociaux désastreux de la sous-nutrition.

→ ROSA

## Portail de la Sécurité Alimentaire pour l'Afrique au Sud du Sahara

Lancé le 16 Septembre 2015 à Bruxelles (Belgique), ce nouveau portail se concentre sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays africains au sud du Sahara. Il met à disposition des données, des informations, des analyses et des recherches relatives à la sécurité alimentaire dans la région. Ce portail a été créé par l'IFPRI avec le soutien de la Commission Européenne. → ROSA



→ ROSA



© Union Européenne 2015

Publié par le Directeur Général de la Coopération  
Internationale et Développement, octobre 2015

Le contenu de cette publication ne représente pas nécessairement  
la position officielle ou l'opinion de la Commission Européenne. Ni la  
Commission Européenne, ni aucune personne intervenant au nom de  
la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourra  
être fait des informations contenues dans cette publication.

Directorat Général de la Coopération Internationale et  
Développement, 41 Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles

Réseau ROSA:  
<http://capacity4dev.ec.europa.eu/hunger-foodsecurity-nutrition/dashboard>

Pour plus d'informations sur ROSA news, merci d'envoyer votre  
demande par mail à: [EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu)